

Le Bassin du Nil divise la RDC et ses 9 partenaires

PANA, 29/05/2009 Kinshasa, RD Congo - Les pays membres de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN - Burundi, RD Congo, Egypte, Ethiopie, Kenya, Soudan, Rwanda, Tanzanie et Ouganda) éprouvent toutes les peines du monde à harmoniser leurs positions et intérêts, a-t-on constaté, à Kinshasa, à l'occasion de la clôture d'une réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'institution qui vient de se tenir dans la capitale congolaise. Au stade actuel, les autres pays affiliés à l'IBN, à savoir la RDC, l'Erythrée, l'Ouganda, le Kenya, le Burundi, le Rwanda et la Somalie ne peuvent construire de barrages ou d'ouvrages de captage ou de soutirage des eaux du Nil et de ses affluents sans l'aval d'Egypte et du Soudan, deux pays qui redoutent des perturbations du cours du Nil préjudiciables à leur agriculture essentiellement basée sur l'irrigation, et au barrage d'Assouan.

Naturellement, l'article 14 des statuts de l'institution qui pose cette contrainte arrange d'autant moins les autres partenaires de l'Egypte et du Soudan qu'un des objectifs poursuivis par l'IBN est la mise en valeur des ressources hydrauliques. Les autres missions dévolues à l'IBN sont la protection de l'environnement, le commerce, la libre circulation des personnes et des biens, l'exploitation commune du Nil et de ses affluents en tant que voies de communication, la promotion de l'agriculture, de la pêche et l'élevage, la recherche de la paix par le règlement pacifique des conflits, les échanges culturels, etc. Un incident survenu à Kinshasa où le dirigeant du Soudan a claqué la porte de la réunion risquant d'avoir pour conséquence de refroidir davantage les engagements des membres à porter à bout de bras une organisation qui a du mal à durer depuis dix ans. La rivière Semliki, une des pourvoyeuses des eaux du Nil, prend sa source en RD Congo, avant de faire jonction avec le Nil en Ouganda. La RDC mijote un projet de barrage sur cette rivière. A en croire des études préliminaires, un tel ouvrage serait en mesure d'alimenter en énergie électrique plus de la moitié de la province congolaise du Nord-Kivu et d'impulser plusieurs unités industrielles dans cette province, caractérisée par un grand dynamisme économique. Le Soudan s'est opposé à ce projet lors de la session extraordinaire de la réunion ministérielle à Kinshasa. L'IBN a été lancée en février 1999 par le Conseil des ministres ayant les ressources en eau de leurs attributions dans les pays du Bassin du Nil et est devenue opérationnelle en mai de la même année. Basée à Entebbe, en Ouganda, l'IBN constitue un forum pour le développement concerté des ressources en eau du fleuve Nil, et cherche à développer le fleuve d'une manière concertée, partager les considérables avantages socio-économiques qu'offre le fleuve, et promouvoir la paix et la sécurité dans la région. La vision commune de l'IBN est de réaliser un développement socio-économique durable par l'entremise d'une exploitation équitable des ressources hydriques communes du Bassin du Nil et d'une répartition équitable des profits.